

**Union européenne - Réponse de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire  
d'Etat auprès du ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 20 juin 2018)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Président,

Vous avez raison, hier était une journée très importante, peut-être que l'Histoire jugera qu'elle fût effectivement historique, car des bases très solides ont été posées par le président de la République et par la chancellerie, en vue du mini-sommet que la Commission convoquera pour le week-end prochain, et en vue du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Oui, Paul Valéry le disait : les civilisations sont mortelles, rien de ce qui existe, de ce qui a été bâti n'est définitif s'il n'y a pas une volonté renouvelée, exprimée chaque jour par les peuples et par les dirigeants européens.

Cette volonté s'est manifestée aujourd'hui à travers une triple réponse. Sur les migrations, il est très clair qu'il y a ce souhait de travailler toujours plus avec les pays d'origine et de transit pour mieux prévenir les mouvements. Il y a cette idée de mieux protéger nos frontières avec Frontex, dont l'effectif sera porté à 10.000 hommes, telle une véritable police aux frontières qui permettra de faire respecter la loi et le droit, car l'Europe est un continent du droit.

Il faut également une mise en place d'un système de solidarité, plus de souveraineté, plus d'unité et de solidarité, voilà ce qui est au coeur de la démarche en matière économique également.

Après le travail acharné des ministres des finances auquel a participé Bruno Le Maire, le président, M. Macron, et la chancellerie, Mme Merkel, ont pu acter une nouvelle étape pour la zone euro, avec une convergence et un vrai budget qui se mettra en place à partir de 2021. Du consensus est en train de se créer, c'est très important pour l'avenir.

Concernant Strasbourg, la France est ferme, cela ne se négocie pas. L'Europe n'est pas une

capitale fédérale, elle est poly centrée et Strasbourg, le symbole de réconciliation, doit demeurer la capitale parlementaire qu'elle est./.